

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
B.P. 206 - 13211 Marseille Cédex 1
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
« le prolétaire »
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
« le prolétaire »
1 an : 15 F (150 FB)
6 mois : 8 F (80 FB)
pli fermé : 27 F et 14 F
par avion : 25 F et 13 F
« programme communiste »
1 an : 15 F (150 FB)

11^e ANNEE - N° 151
28 mai 1973

LE NUMERO :
0,80 F

A BAS LE PARTI OUVRIER LIBERAL !

« Nous sommes des libéraux », a déclaré M. Marchais lors d'une réunion post-électorale à Toulouse le 27 avril. Et en effet, toutes les positions qu'il a rappelées à cette occasion prouvent que son parti a parfaitement raison de s'affirmer comme le grand Parti Libéral Français.

C'est tout d'abord la défense de la Liberté, sans oublier bien sûr les libertés. Si le compte rendu du Monde est complet, M. Marchais a omis de préciser ce jour-là quel était le fondement matériel de cette liberté, mais cet oubli a été vite réparé. Un article de France Nouvelle du 1-7 Mai explique que c'est la propriété, « fruit du travail et de l'épargne, et dont la transmission par héritage est légitime », qui « constitue aujourd'hui une base nécessaire permettant à la liberté individuelle de s'exercer », et que, bien plus, « dans les conditions de la France, la propriété privée non monopoliste (1) est nécessaire à l'extension de la liberté, au passage au socialisme comme à son développement ultérieur » !

Car, comme l'a rappelé M. Marchais, « le plus sûr chemin vers le socialisme est l'épanouissement de la démocratie », et s'il est une chose que le P.L.F. repousse avec horreur, c'est la perspective de la lutte des classes culminant dans la révolution violente et dans la dictature du prolétariat. Pour lui, cette vision fondamentale et caractéristique du marxisme, est tout simplement du « gauchisme nuisible aux intérêts des travailleurs ». Nous (libéraux !) n'en voulons pas, évidemment, tout comme « nous réprouvons aussi la violence. La lutte physique n'est pas pour le parti communiste (1) un moyen de lutte politique ». Qu'on cesse donc de nous lancer dans les pattes les vieilles histoires « russes », qu'on ne nous croie pas révolutionnaires, que diable « nous sommes en 1973 et non plus en 1917 » et « la France, c'est la France ».

Or, « la France est riche, prospère, pourquoi des travailleurs ont-ils des difficultés pour vivre ? » demande hypocritement notre libéral. On se le demande vraiment ! Heureusement qu'il est là pour indiquer le remède : « Si j'étais ministre... j'apporterais les moyens économiques et financiers pour gagner la bataille de Concorde. »

Défense de la propriété, de la liberté et de la démocratie ; refus de la violence révolutionnaire, passage démocratique et pacifique à un prétendu socialisme ; solidarité nationale des classes dans une économie riche et prospère ; voilà certes un programme cohérent et effectivement tout ce qu'il y a de plus libéral ! Mais il est faux de prétendre qu'il est adapté à une situation particulière, celle de la France de 1973, par exemple.

Il suffit de regarder autour de soi pour voir que dans tous les pays, les frères ou cousins de notre grand parti libéral professent le même programme : on a pu le voir, par exemple, au récent congrès de Bologne du PC italien. Par ailleurs, le PLF le défend en fait depuis des dizaines d'années ; la seule nouveauté, toute relative, c'est que la défense sans réserve de l'intérêt national le conduit à décrocher de plus en plus de la Russie.

Mais ce programme est encore beaucoup moins local et actuel :

en réalité, c'est le programme de la petite bourgeoisie repris par l'aristocratie ouvrière, aussi vieux et aussi répandu que la corruption des couches supérieures du prolétariat par les miettes de la prospérité impérialiste. De la décomposition du Chartisme il y a plus d'un siècle à la dégénérescence de la 2^e Internationale, de la destruction de l'Internationale Communiste à la formation d'une aristocratie ouvrière dans les pays en plein essor capitaliste, ce programme a été et reste identique à lui-même, parce que sa base sociale est la même.

Car ce « libéralisme » ne résulte nullement d'une erreur théorique ou d'une mauvaise compréhension du socialisme ; il repose au contraire sur une base matérielle que nous avons mise en évidence depuis longtemps : « La vérité, la voici : aussi longtemps qu'a duré le monopole industriel de l'Angleterre, la classe ouvrière anglaise a participé jusqu'à un certain point aux avantages de ce monopole. Certes, ces avantages se répartissent fort inégalement en son sein : la minorité privilégiée en empoche la plus grande partie, mais même la grande masse en avait, du moins par ci par là, sa portion. C'est ce qui explique qu'il n'y a plus eu de socialisme en Angleterre depuis la mort de l'owenisme » écrivait Engels il y a quelque cent ans. Et encore : « La base économique de la nullité politique des ouvriers anglais était — et est encore — leur participation à la domination du marché mondial. Bien que ne formant que la queue de la bourgeoisie dans l'exploitation de ce monopole, ils n'en participent pas moins aux avantages de celle-ci, si bien qu'ils sont tout naturellement aussi la queue politique du « grand Parti libéral ». Et dire que M. Marchais découvre les beautés du libéralisme !

Avec le recul du monopole anglais, la base de cette corruption s'est rétrécie en Angleterre et élargie à d'autres puissances impérialistes, permettant le développement de courants réformistes et opportunistes dans les partis de la 2^e Internationale. Au moment du passage ouvert de ces partis socialistes dans le camp de la bourgeoisie, Lénine

reprend la position d'Engels pour expliquer le social-chauvinisme :

« Quelle est la nature économique du défensisme pendant la guerre de 1914-1915 ? La bourgeoisie de toutes les grandes puissances fait la guerre afin de partager et d'exploiter le monde, afin d'opprimer les peuples. Quelques miettes des gros profits réalisés par la bourgeoisie peuvent échoir à une petite minorité : bureaucratie ouvrière, aristocratie ouvrière et compagnons de route petits-bourgeois. Les dessous de classe du social-chauvinisme et de l'opportunisme sont identiques : c'est l'alliance d'une faible couche d'ouvriers privilégiés avec « sa » bourgeoisie nationale contre la masse de la classe ouvrière ; l'alliance des valets de la bourgeoisie avec cette dernière contre la classe qu'elle exploite.

Le contenu politique de l'opportunisme et celui du social-chauvinisme sont identiques : collaboration des classes, renonciation à la dictature du prolétariat, à l'action révolutionnaire, reconnaissance sans réserve de la légalité bourgeoise... Le social-chauvinisme est le prolongement direct et le couronnement de la

(Suite page 4.)

EXPLOITATION TRANSIDÉOLOGIQUE

Il y a exactement 21 ans, feu Staline formulait dans ses Problèmes économiques du socialisme sa tristement célèbre théorie de l'existence de « deux marchés mondiaux parallèles qui... s'opposent l'un à l'autre » (à savoir le marché « socialiste » et le marché « capitaliste »). « On peut dire avec assurance, déclarait-il notamment, qu'avec un tel rythme de développement de l'industrie [les pays socialistes] n'auront bientôt plus besoin d'importer des marchandises provenant des pays capitalistes... Quelques années plus tard, suivant les traces de son maître, Khrouchtchev surenchérisait avec sa non moins fameuse théorie de la « compétition pacifique » grâce à laquelle le « socialisme » russe allait dépasser et même vaincre pacifiquement l'impérialisme américain.

Aujourd'hui, il ne reste plus pierre sur pierre de ces monstruosités théoriques, qui ne servaient au parti russe et à ses épigones occidentaux qu'à masquer leur trahison totale de tous les principes du communisme et leur soumission complète à tous les impératifs de la politique intérieure et extérieure bourgeoise. En fait de marchés mondiaux parallèles qui s'opposent l'un à l'autre, les banques occidentales s'installent à Moscou, où les commerçants internationaux ont déjà pignon sur rue ; en fait d'autarcie « socialiste », la Russie emprunte à tour de bras à l'Occident les dizaines et les centaines de millions de dollars dont elle a besoin pour acheter les grains ou les biens d'équipement qu'elle est incapable de produire elle-même ; en fait de victoire pacifique, Brejnev va faire la carapette devant Nixon pour obtenir la pleine « coopération économique » entre les deux pays, c'est-à-dire le capital et la technologie américains qui seuls peuvent permettre à la Russie de se hisser au niveau du marché mondial.

L'avocat d'affaires spécialisé dans le commerce Est-Ouest, Samuel Plesar, avait récemment dans Le Monde (17-4-73) ce que nous avons toujours soutenu, à savoir que la fonction fondamentale de l'ouverture à l'Est était de tenter de sauver l'impérialisme américain de la crise économique :

« Les Américains ont besoin de vendre, la situation internationale se complique, le marché mondial est saturé : l'Europe de l'Est, l'Union soviétique, la Chine constituent d'énormes marchés qui ne sont pas tout à fait ouverts encore, mais qui peuvent s'ouvrir. Pour l'industriel et le fermier américains, c'est exactement ce qu'ils ont trouvé en Europe de l'Ouest après les destructions de la seconde guerre mondiale : un marché totalement dénué, qui a faim de tout. »

(Suite page 3.)

BOURGEOISIE, SOCIAL-IMPÉRIALISME ET IMMIGRATION

Une certaine agitation sociale commence à se dessiner contre la nouvelle réglementation de l'immigration des travailleurs en France, codifiée dans les circulaires du 24 janvier, du 23 février et du 5 septembre 1972, sur lesquelles les organisations syndicales et le PCF avaient fait un silence total, qui vient d'être rompu grâce à la réaction des ouvriers frappés par ces nouvelles dispositions.

Les « circulaires Fontanet-Marcellin » établissent que :

— l'autorisation de séjour d'un travailleur étranger en France est directement liée au contrat de travail passé entre l'employeur et le travailleur « dans la profession indiquée, pendant la durée (!) de validité, chez l'employeur signataire (!) ». Auparavant, les travailleurs immigrés recevaient pour commencer un permis de séjour de six mois ou d'un an, qui était renouvelable par période de trois ans : entre le début et la fin de chaque période, leur droit de séjour n'était lié ni à un patron ni à un travail effectif. Dorénavant, l'Etat aura le droit d'expulser tout travailleur qui se trouvera temporairement sans travail. La bourgeoisie française se donne ainsi le moyen d'intervenir immédiatement sur le marché du travail et en même temps un puissant moyen d'intimidation sur la masse des travailleurs immigrés, puisque le licenciement (que ce soit pour fait de grève, d'activité politique, ou de non acceptation des conditions imposées par le patronat concernant le travail et les salaires) peut entraîner immédiatement l'expulsion. La masse ouvrière immigrée étant ainsi rendue plus vulnérable, et donc plus susceptible d'accepter les conditions imposées par le patronat, celui-ci a, du même coup, le moyen d'exercer une pression plus forte sur le prolétariat « français » ;

— les emplois disponibles sont réservés en priorité aux travail-

leurs appartenant déjà au marché national de l'emploi (français ou étrangers) ; concrètement, aucune autorisation de travail demandée pour un étranger ne sera accordée sans que l'Agence pour l'Emploi ait eu connaissance du poste à pourvoir et ait pu proposer un candidat parmi les demandeurs d'emploi. Même en cas d'admission au travail ou de simple renouvellement, les travailleurs tombent sous le coup de la nouvelle disposition, et les demandes seront examinées en fonction de la situation de l'emploi. Donc, la nouvelle réglementation concerne aussi bien les futurs travailleurs immigrés que ceux qui sont déjà en place ;

— ce sera la police qui donnera en même temps le permis de séjour et de travail : elle aura donc la possibilité de contrôler étroitement à tout instant les emplois successifs, les périodes de chômage, maladies, etc., bref, la rentabilité du travailleur immigré ;

— la nouvelle réglementation soumet « désormais l'admission au séjour et au travail des intéressés à la justification par l'employeur (!) que leur hébergement est assuré dans des conditions décentes et à un prix normal ». Ainsi, la bourgeoisie garde le droit de loger directement le travailleur, ce qui accentue encore la dépendance des travailleurs immigrés à l'égard du patronat.

Ces dispositions de l'Etat ont maintenant provoqué certaines

réactions tardives de la part des syndicats (CGT et CFDT) et du PCF, qui ont pris des positions prétendument « négatives » ou « opposées » à la nouvelle réglementation. Mais avant d'analyser ces réactions, nous examinerons (au-delà des aspects contingents sur lesquels nous reviendrons) le sens profond de ces nouvelles mesures qui touchent au fonctionnement même du capitalisme, aux intérêts tant immédiats que généraux de la classe ouvrière, et par conséquent à la politique du mouvement communiste. C'est ainsi que nous pourrions apprécier à leur juste valeur les positions prises par la bourgeoisie et par les organisations citées.

La nouvelle réglementation de l'immigration travailleuse montre bien que la masse des travailleurs déjà immigrés en France (plus de quatre millions, dont plus de deux millions d'actifs, ce qui représente plus de 10% de la population active française, et donne une idée du pourcentage élevé des travailleurs immigrés dans la classe ouvrière où ils sont concentrés) constitue pour le capital une fraction importante de la partie flottante de la surpopulation relative (armée industrielle de réserve) résultant en régime capitaliste des transformations techniques dans les centres de l'industrie moderne (ateliers, usines, mines, etc.), qui ne cessent d'attirer et de repousser alternativement des travailleurs. L'Usine Nouvelle, organe patronal, le dit fort bien : « La présence de cette immigration donne à notre économie plus de souplesse, s'agissant de gens très mobiles, acceptant de changer d'entreprise, de

(Suite page 2.)

BOURGEOISIE, SOCIAL-IMPÉRIALISME ET IMMIGRATION

(Suite de la page 1)

régions, et le cas échéant, de devenir des chômeurs » (sic).

Mais il y a plus : en tant qu'émigrants potentiels vers les centres industriels, les travailleurs « étrangers », actifs ou chômeurs (et surtout les travailleurs agricoles, les paysans pauvres ou sans terre), des pays exportateurs de main-d'œuvre (Italie, Portugal, Espagne, Maghreb, Turquie, Yougoslavie, Afrique noire, Antilles, etc.) constituent pour le capital mondial la plus grande fraction de la partie latente de l'armée industrielle de réserve, « dont on n'aperçoit l'étendue qu'aux moments exceptionnels où les canaux de décharge s'ouvrent tout grands ».

Le capital international ne pourrait pas fonctionner sans l'existence de ces esclaves salariés (actifs ou en puissance) ; l'impérialisme a organisé leur migration sur une vaste échelle, essayant comme il le doit à son époque, de planifier et de réglementer le marché de la marchandise force de travail. De plus, ils constituent une source inépuisable d'exportation pour les pays fournisseurs : il suffit de citer les déclarations du conseil des ministres tunisien qui a réprovoqué les « menées » de grévistes de la faim en France contre la « circulaire Fontanet-Marcellin » et « le comportement irresponsable de ces malheureux candidats à l'emploi qui risquent de porter atteinte au prestige de la Tunisie et en tout cas indisposent les autorités françaises », c'est-à-dire qui « dévalorisent » cette marchandise d'exportation sur le marché international du travail ; dans le même sens, le directeur de l'Emploi de la Turquie vantait, en 1971, les « mérites » de la force de travail turque : « ... L'émigrant turc ne peut être comparé à aucun autre. Il est fort, sobre, discipliné. Pour lui, le travail est sacré. Jamais il n'est traître à celui qui lui permet de gagner son pain... On peut compter sur lui, il ne se livre pas aux mauvaises tendances. »

Véritables centres de la surproduction du capital à l'échelle mondiale, les pays impérialistes provoquent des migrations fantastiques de la main-d'œuvre. De cette migration internationale, le capitalisme tire non seulement une partie de la force de travail qui valorisera son capital, mais encore des avantages inappréciables, étant donné que ses « responsabilités nationales » à l'égard des immigrés sont minimales ou de pure forme. Que l'on pense au droit qu'a l'Etat de les expulser pour « détendre » à l'intérieur de ses frontières la situation sociale, pour contrecarrer leur activité politique ou simplement syndicale.

En outre, comme l'affirme encore L'Usine Nouvelle, « l'immigration est encore fructueuse dans la mesure où elle permet à notre pays d'économiser une partie des frais d'éducation (assumés dans le pays d'origine) et de mieux équilibrer les charges de la nation : jeunes, les immigrés apportent souvent plus de cotisations qu'ils ne reçoivent de prestations ». Par ailleurs, le salaire étant déterminé socialement, le capitalisme a réussi à disposer au sein même des pays « développés » d'une main-d'œuvre dont la force de travail est payée d'après des conditions de vie inférieures à celles du salarié moyen des pays impérialistes.

Si l'on ajoute son absence totale de tradition de lutte collective, on conçoit facilement l'intérêt qu'a le patronat à recruter et à provoquer la rotation rapide de cette immigration inépuisable qui est — au début de son séjour tout au moins — relativement soumise et dépendante à l'égard du patronat.

L'entassement de la population immigrée dans des quartiers insalubres, dans les bidonvilles et chez les « marchands de sommeil », l'ab-

sence presque totale pour eux des « garanties » dont « jouit » une grande partie du prolétariat « autochtone », font que cette partie très importante de la classe ouvrière en France et dans les pays impérialistes en général (elle forme 20 % des ouvriers industriels, 30 % des ouvriers du bâtiment et des travaux publics) constitue en même temps une grande partie de ce prolétariat « non aristocratique » que Marx décrit dans *Le Capital*.

Ce que le prolétariat irlandais était pour l'Angleterre du XIX^e siècle, les prolétaires des régions arriérées le sont aujourd'hui pour les pays impérialistes.

Au moyen de la nouvelle réglementation, la bourgeoisie s'attaque à l'ensemble de la classe ouvrière, en frappant d'abord sa partie la plus vulnérable. Le prolétariat immigré se voit enlever avant tout l'assurance de rester sur le marché du travail pour une durée déterminée. Si la bourgeoisie française lui enlève cette « garantie » qu'elle avait dû lui concéder pendant le « boom » économique de l'après-guerre, cela tient d'une part à la prolétarisation accélérée des classes moyennes dans ce pays, à l'incertitude face à l'évolution économique internationale et, finalement, à la volonté de la bourgeoisie de briser toute combativité ouvrière : elle se donne dans ce but les moyens de frapper les travailleurs immigrés combattifs et aiguise ses armes pour tenter d'utiliser les immigrés — sur lesquels pèse encore plus l'insécurité de la condition prolétarienne — contre les travailleurs français. La bourgeoisie vient de se donner les moyens de mener « dans le cadre de la légalité » une offensive anti-prolétarienne quand la situation, tant économique que sociale et politique, deviendra plus critique.

« Diviser pour régner », telle est la devise de la classe capitaliste, dont la domination se consolide par la concurrence que les ouvriers se font entre eux, concurrence qui est suscitée par le capitalisme et attisée par les mesures de l'Etat bourgeois. Le mouvement prolétarien ne pourra forger sa force révolutionnaire que dans une lutte sans merci et sans trêve contre l'ensemble de ces facteurs de division et de morcellement de la classe ouvrière.

Parmi ceux qui prétendent combattre ce nouveau règlement, le PCF, la CGT et la CFDT offrent un exemple parfait de la politique du social-impérialisme et du social-chauvinisme, c'est-à-dire du socialisme en paroles et du pro-impérialisme et du chauvinisme de fait.

En particulier, après une série d'entretiens intersyndicaux qui ont eu lieu au mois de février 1972, la CGT et la CFDT ont mené pendant les premiers mois de l'année 72 une « campagne » concernant les travailleurs immigrés (dont la caractéristique la plus remarquable fut le silence presque total qui l'a entourée, et au cours de laquelle rien n'a été dit à propos des circulaires déjà en vigueur).

Etudions donc leur plateforme revendicative commune concernant deux problèmes majeurs : les conditions d'introduction, de séjour et de travail, et la question du logement, plateforme qui devrait, à leur avis, résoudre les problèmes des travailleurs immigrés.

Le mouvement communiste affirme, lui, comme une position de principe, que tous les problèmes qui concernent l'ensemble de la classe prolétarienne doivent trouver leur solution dans sa lutte contre le capitalisme, contre la bourgeoisie et son Etat, donc sur le terrain de la lutte de classe. Ces messieurs, au contraire, prétendent la trouver dans la collaboration avec la bourgeoisie. Dans leur plateforme figure en effet la revendication suivante :

« Création d'un organisme national tripartite, avec droit de regard

des organisations syndicales représentatives sur l'ensemble de la politique de l'immigration.

« Le recrutement des travailleurs immigrés doit s'effectuer sur la base de contrats de recrutement et d'introduction en France des travailleurs immigrés et de leurs familles.

« Le recrutement des travailleurs immigrés doit s'effectuer sur la base de contrats de travail établis préalablement à l'introduction... » car — comme il est dit dans les *Principes Fondamentaux* de leur plateforme — la politique d'immigration « doit correspondre aux besoins économiques réels du pays ».

Que le lecteur apprécie le raisonnement du socialisme petit-bourgeois, c'est-à-dire de l'opportunisme : pour lui l'exploitation effrénée des prolétaires immigrés est due aux conditions qui entourent leur arrivée en France : marchands de papiers, intermédiaires de toutes sortes, toute-puissance du patronat vis-à-vis des travailleurs isolés. Leur « solution » est donc « simple » : il suffirait qu'un organisme « public » recrute le travailleur — suivant le besoin économique strict (?) du pays — et qu'il se charge des conditions du contrat et de l'introduction. La CFDT a répondu elle-même à une telle proposition, en écrivant dans sa brochure intitulée *Document de la Commission des Travailleurs Immigrés* (juillet 1972) :

« dans la pratique, le contrat d'introduction livre le travailleur pieds et poings liés à son employeur. En effet,

— si celui-ci a payé le voyage du travailleur (...) il le lui fait rembourser largement à coup de bas salaires ou d'heures supplémentaires. Or, tant que le contrat a cours, le travailleur n'a aucun moyen pratique de le remettre en cause ;

— si le contrat n'est pas respecté (salaires...), le travailleur n'ose pas bouger puisqu'il n'a d'autorisation de travail en France que dans cet emploi et chez cet employeur ;

— en cas de licenciement, le travailleur se trouve en France sans papiers... il doit par lui-même trouver un employeur qui l'engage (dans la même profession) pour pouvoir demander la transformation de son contrat en carte de travail. La gravité du risque entraîne la docilité devant toute menace ; on n'ose rien refuser. »

Or la revendication des syndicats est justement la généralisation de cette sorte de contrat d'introduction qui, pratiquement, ne laisse pas la moindre latitude à l'ouvrier dans le choix de son patron.

Il en va de même pour le logement : constatant les terribles conditions matérielles d'hébergement des travailleurs immigrés, les syndicats, au lieu de promouvoir une action syndicale collective qui permettrait de vendre plus cher la force de travail, réclament que les employeurs soient « mis dans l'obligation de fournir aux immigrés un logement décent, à un loyer convenable ».

Laissons encore une fois à la CFDT le soin de répondre. Dans la brochure déjà citée, en critiquant la nouvelle réglementation, elle affirme que dorénavant « tout contrat d'introduction et de régularisation doit être accompagné d'une attestation de logement. Cette preuve de logement, c'est à l'employeur qu'on la demande. Pour faire participer les employeurs au coût du logement des travailleurs, on pousse à la généralisation du logement de fonction avec toutes les dépendances qu'il représente ». Mais que demandent donc d'autres les syndicats ?

Il n'est donc pas étonnant que la CGT ait trouvé des aspects positifs dans ces circulaires en ce qui concerne le contrat obligatoire et le logement (cf. « l'Humanité » du 20-3-73). Par ailleurs, la liaison entre la carte de séjour et le contrat de travail avait déjà été défendue par le PCF, qui, par l'intermédiaire de Georges Gosnat, revendiquait « la concordance entre l'autorisation de séjour et l'octroi d'un contrat de travail par l'attribution au travailleur étranger d'une carte de séjour de résident ordinaire, valable seulement deux ans » ! (*Le Monde*, 10-11 janvier 1971.)

Au nom des intérêts matériels des travailleurs immigrés, les organisations syndicales et le PCF prétendent lutter contre l'immigration « sauvage » dans laquelle ils veulent voir la source de l'exploitation effrénée des immigrés, et réclament une immigration organisée « rationnellement ». Ceci suppose que les travailleurs immigrés cherchent du travail dans les pays étrangers pour avoir « une vie meilleure », ce qui est le point de vue du philistin petit-bourgeois : les travailleurs migrants suivent le capital acheteur de leur force de travail, car sans lui ils ne peuvent survivre, étant démunis de tout autre moyen d'existence ; ils sont contraints d'émigrer par le capitalisme lui-même.

Tout en le niant en paroles, la CGT, la CFDT et le PCF rejoignent dans les faits la position la plus réactionnaire et anti-prolétarienne, qui affirme que ce sont les travailleurs immigrés qui ôtent le travail des mains des ouvriers français au chômage. Ce qui les amène naturellement à revendiquer de façon plus ou moins masquée la limitation de l'immigration. La CGT n'y va pas par quatre chemins, et dans sa résolution sur l'immigration du 38^e Congrès de 1972, elle affirme que « tandis que la situation de l'emploi ne cesse de se dégrader, pouvoir et patronat ont fait massivement appel à la main-d'œuvre immigrée au cours des deux dernières années et le VI^e Plan prévoit l'entrée en France de 600.000 immigrés » !

Depuis plus d'un siècle, le marxisme a montré que ce ne sont pas les prolétaires qui provoquent le chômage des autres prolétaires, mais que c'est le capitalisme qui — de par sa nature — engendre l'armée industrielle de réserve :

« Que l'accroissement naturel de la classe ouvrière ne suffise pas aux besoins de l'accumulation nationale, et qu'il dépasse néanmoins les facultés d'absorption du marché national, cela paraît impliquer une contradiction, mais elle naît du mouvement même du capital, à qui il faut une plus grande proportion de femmes, d'enfants, d'adolescents, de jeunes gens que d'hommes faits. Semble-t-il donc moins contradictoire, au premier abord, qu'au moment même où des milliers d'ouvriers se trouvent sur le pavé, l'on crie à la disette de bras ? Au dernier semestre de 1866, par exemple, il y avait à Londres plus de cent mille ouvriers en chômage forcé, tandis que, faute de bras, beaucoup de machines chômaient dans les fabriques du Lancashire... On comprend donc toute la sottise de la sagesse économique (gardée à vous MM. les opportunistes !) qui ne cesse de prêcher aux travailleurs d'accommoder leur nombre aux besoins du capital. Comme si le mécanisme du capital ne le réalisait pas continuellement, cet accord désiré, dont le premier mot est : création d'une réserve industrielle, et le dernier : invasion croissante de la misère jusque dans les profondeurs de l'armée active du travail. » (*Le Capital*.)

Peu importent les arguments « humanitaires » invoqués par ces organisations pour justifier leurs positions politiques à ce sujet ; peu importe la diversité de leurs nuances de principe. En pratique, toutes leurs justifications et leurs principes expriment leur alignement politique sur la bourgeoisie et ne peuvent masquer leur collaboration à la division de la classe ouvrière, à la concurrence entre prolétaires, leur trahison des intérêts de l'immense masse des ouvriers. Voilà le socialisme en paroles et le pro-impérialisme en fait.

Cette opposition politique des organisations syndicales et du PCF à la masse des travailleurs immigrés

n'est que le reflet de l'opposition entre l'aristocratie ouvrière et la masse prolétarienne « non aristocratique », dont fait partie l'armée industrielle de réserve.

La preuve qu'il ne s'agit pas là d'un antagonisme national ou racial est fournie par l'Italie, où les syndicats et le PC national proposent des « réformes de structures » pour empêcher la migration vers le Nord industriel des énormes masses de sans-réserves méridionales, contraints d'émigrer à la recherche de travail : au lieu de chercher l'unité du prolétariat contre le capitalisme, ils demandent à collaborer avec la bourgeoisie.

Les représentants politiques et syndicaux de cette aristocratie ouvrière font de la collaboration des classes la clé de voûte de la défense des privilèges de catégorie. La bourgeoisie impérialiste peut en effet facilement enchaîner à son char de classe cette couche de salariés dont les privilèges, les « garanties » et les « réserves », dépendent du succès politique de leur bourgeoisie sur le marché et dans la concurrence internationale. Engels le disait déjà en 1882 de l'aristocratie ouvrière anglaise.

Essayant de conserver leurs privilèges, ces courants prennent parti pour les intérêts bourgeois contre les prolétaires les plus frappés par le capitalisme : il s'agit là d'un principe de l'opportunisme social-démocrate, principe qui se trouve concrétisé dans la défense de « l'intérêt national », de la hiérarchie des salaires, et aujourd'hui dans la défense camouflée de la politique bourgeoise vis-à-vis des travailleurs immigrés. N'est-il pas suffisamment éloquent que le *ne plus ultra* du programme que l'opportunisme offre aux travailleurs soit, non pas l'abolition du salariat, mais — à travers la « formation professionnelle » — la perspective de s'intégrer à l'aristocratie ouvrière ?

Socialistes en paroles, pro-impérialistes et chauvins en fait, ces vendus constituent la principale entrave que la lutte pour l'émancipation prolétarienne a rencontré, rencontre et rencontrera au sein même du prolétariat.

La lutte des prolétaires contre la nouvelle réglementation ne répond nullement à l'aspiration de faire valoir « les droits de l'homme », comme l'ont prétendu certains, mais au besoin prolétarien de résistance contre le capitalisme. Il s'agit là de ce même besoin qui devra conduire, à travers l'ensemble des antagonismes de classe, et une âpre bataille pour surmonter la concurrence parmi les ouvriers, à l'unification prolétarienne par-dessus les intérêts de catégories, à la reconstitution de la force révolutionnaire mondiale du fossoyeur du capitalisme.

Car contrairement au socialisme petit-bourgeois, le mouvement communiste ne prétend pas liquider les antagonismes de classe et les multiples formes de l'oppression capitaliste au moyen de la collaboration avec l'Etat et les institutions bourgeoises ; il se propose de liquider l'ensemble de la société capitaliste avec tout son cortège d'exploitation, et les classes sociales elles-mêmes, au moyen de la lutte de classe que provoquent ces antagonismes eux-mêmes.

PRESSE INTERNATIONALE

Au sommaire du n° 7 (Mai-Juin 1973) de

EL PROGRAMA COMUNISTA

- 1^{er} Mai rouge
- Utopie et crétinisme
- La vérité sur le mythe du Vietnam

Vient de paraître :

PROGRAMME COMMUNISTE N° 58

Sommaire

- La tragédie vietnamienne confirme les positions classiques du communisme.
- Sur « le Hasard et la Nécessité » : Comment M. Monod terrasse la dialectique.
- La Gauche marxiste d'Italie et le mouvement communiste international.

Le numéro double : 10 F. Commandes au « Prolétaire »

PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS : 20, rue Jean-Bouton (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.
- A MARSEILLE : Le samedi, de 14 h 30 à 17 h 30, au siège du « Prolétaire », 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

Tactique et organisation sont inséparables des principes

(Suite du numéro précédent)

La voie sûre

Nous avons dit dans les paragraphes précédents que le véritable, le difficile problème de la tactique consiste à fixer nettement, de façon centrale et internationale, la limite que la manœuvre ne doit pas dépasser sous peine de se transformer de moyen utile, et même indispensable, en moyen inutile et même nuisible. Il s'agit, par exemple, de fixer la limite au-delà de laquelle la juste horreur du putschisme devient un légalisme timoré; le parlementarisme révolutionnaire (là et quand il est praticable) se dégrade en crétinisme parlementaire; la condamnation du blanquisme en tant que théorie des élites audacieuses pratiquant le coup de main, quel qu'il soit, s'abaisse au niveau d'un refus du blanquisme en tant qu'art de l'insurrection armée; la recherche d'une nécessaire influence sur les masses se renverse en un suivisme servile à l'égard des humeurs momentanées des masses, même si elles sont résignées et contre-révolutionnaires; et inversement la juste conscience de la nature du parti communiste comme force d'assaut permanente contre la société bourgeoise dégénère en culte stupide de l'« offensive » à tout prix, en refus même de tout temps d'arrêt, de toute retraite temporaire sur des positions plus favorables. Bref, il s'agit de fixer la limite au-delà de laquelle, dans un sens ou dans l'autre, on expose le mouvement à être dénaturé, à oublier ses tâches et ses objectifs, à briser sa continuité d'action, de propagande, d'organisation, d'encadrement théorique et programmatique : en somme, à la ruine.

A l'intérieur de cette limite, fixée de façon rigoureuse et connue de tous les militants et de leurs détachements organisés, l'« art » de la tactique consiste à apprécier correctement les rapports de force; et il est sûr que Lénine fut un maître dans cet art extrêmement délicat. Mais il est vital pour nous de montrer qu'il le fut dans un sens qui n'a rien à voir avec l'empirisme et l'éclectisme cyniques des épigones (en admettant que ceux qui ont tout trahi soient encore « dignes » de ce qualificatif), pour qui « tous les moyens sont bons », tous les expédients sont utilisables, toutes les manœuvres sont permises — sous prétexte qu'il n'existe pas de « loi » et que tout est « nouveau » et « imprévu ». Dans Lénine sur le chemin de la révolution (1924), nous écrivions :

« A ceux qui voudraient trop souligner chez Lénine le tacticien « sans règles fixes », nous opposerons toujours l'unité qui relie toute son œuvre politique. Les yeux fixés sur le but final révolutionnaire, le grand Lénine est celui qui ne craint pas, aux époques de préparation révolutionnaire, de se faire traiter de désorganisateur, de centralisateur, d'autocrate, de dévoreur de ses maîtres et de ses amis. Il apporte impitoyablement la clarté et la précision lorsqu'il s'agit de faire crouler les fausses unanimités et les alliances factices. Il est l'homme qui sait temporiser quand il le faut, mais qui, à un moment donné, sait aussi formidablement oser... Chez lui, l'appréciation tactique est aussi libre de préjugés qu'on voudra, en ce sens qu'il se laissait moins que quiconque guider par des suggestions sentimentales et des entêtements formalistes : mais jamais elle n'abandonna la plate-forme révolutionnaire, c'est-à-dire qu'elle resta toujours étroitement liée au but suprême et intégral de la révolution universelle. »

Mais le nœud de la question — et ce fut en ce sens que la Gauche mena une de ses plus vigoureuses batailles au sein de l'Internationale — est que le maintien de cette inexorable « coordination », de cette soudure entre les principes et la tactique, ne peut être confiée « à la décision d'une ou de plusieurs personnes », même très éclairées sur le plan théorique et trempées par un long et vigoureux combat; il doit au contraire s'appuyer sur cet « ensemble synthétique de directives », obligatoire pour le centre dirigeant comme pour la « base » du Parti, où se résume le bilan histo-

rique de tout le mouvement communiste et que nous avons revendiqué, du vivant de Lénine, comme une des conditions sine qua non de l'homogénéité d'action et donc aussi de l'irréversibilité des positions programmatiques et des proclamations de principe, au-delà des résolutions, des intentions, de l'indiscutable bonne foi, et de la vie physique, des chefs et des militants. Seul en effet le caractère « fermé », c'est-à-dire non « libre », non subordonné à des contingences locales ou temporelles, des normes qui règlent et inspirent la lutte quotidienne du Parti, constitue une garantie — dans la mesure où il peut y en avoir une — contre les dangers de confusions, d'erreurs et de déviations des uns et des autres.

Cette revendication, qu'il ne faut pas confondre avec la position infantile et foncièrement idéaliste des négateurs de « tout compromis », des vestales de l'« offensive permanente », ou des esthètes de la « pureté communiste », prend tout son relief aujourd'hui, après les désastreuses expériences d'« élasticité » tactique baptisée « léninisme ». A l'époque, nous pouvions tout au plus faire remarquer à l'état-major international bolchévique que les brusques changements de front, les rapprochements rapides et les ruptures plus rapides encore, l'agilité avec laquelle les bolchéviks avaient conclu et dissous des accords tactiques — sans jamais « perdre la boussole » de la révolution — n'étaient pas seulement la manifestation d'une rare maîtrise dans l'appréciation réaliste des rapports de force entre les classes en jeu, mais le reflet nécessaire de la mobilité du terrain social sur lequel se déroulent précisément les révolutions doubles telle que la révolution russe : on ne pouvait et on ne devait pas les transposer mécaniquement aux aires et aux périodes des révolutions prolétariennes pures qui, elles, sont beaucoup plus rigides et rectilignes. La grande leçon d'Octobre et de la guerre civile, leçon valable pour tous les pays, c'était précisément le fait que le parti bolchévique avait été capable de détruire tous les ponts tactiques successifs qu'il avait lancés, et de se dresser, indemne, sur la route immuable de l'assaut solitaire du pouvoir et de l'exercice, plus solitaire encore, de la dictature; c'était une leçon d'une stabilité et d'une cohérence d'airain, dans un océan qui objectivement apparaissait gros de lames de fond instables et incohérentes. « Soyez souples et sages », c'est-à-dire lucides dans l'appréciation des forces et non enclins à vous repaître de phrases, disait Lénine à Lazzari, mais seulement après vous être séparés pour toujours non seulement des opportunistes, mais aussi de leurs variantes extrémistes en paroles : ne faites pas de sottises, si vous ne voulez pas perdre à nouveau la voie des principes que vous venez de retrouver !

Et l'organisation ?

Il serait monstrueux, après ce que nous avons dit, d'exclure de la chaîne qui relie étroitement toutes les « catégories » dont l'ensemble indissociable constitue l'existence même du parti en tant qu'organe de combat révolutionnaire, l'organisation, c'est-à-dire ce mécanisme articulé et structuré sans lequel, d'après Que faire ?, on ne peut pas même concevoir un système de normes tactiques et encore moins une mise en pratique de celui-ci. Or nous voulons précisément cette mise en pratique, car sinon nous cesserions d'être, même potentiellement, un parti, c'est-à-dire un organe de combat, pour dégénérer en un club de penseurs ou une académie de généraux, par définition sans armée, petite ou grande. Ce serait monstrueux, parce que cela voudrait dire que le bloc monolithique du marxisme a malgré tout une faille; que son caractère scientifique se concilie avec l'indétermination, le hasard, l'arbitraire, et cela précisément dans le domaine où il entre en contact et se mesure avec les faits de l'histoire, pour remplir le rôle qui doit être le sien : celui d'arme de lutte et d'émancipation de la classe ouvrière, et avec elle de l'humanité tout entière !

Penser que le lien unique qui relie la tactique aux principes (ainsi que les principes au programme, au but final et à la théorie) ne lie pas également l'organisation, ce serait, dans la meilleure des hypothèses, faire une confusion entre le caractère fortuit et relatif de certaines règles « statutaires » particulières, et d'autre part la base de principe sur laquelle ces règles reposent toujours et en vertu de laquelle elles sont, selon les cas, établies, supprimées, ou rendues inopérantes. Ce serait oublier que notre bataille historique au sein de la III^e Internationale se résume dans cette affirmation vigoureuse : la « coordination de la tactique aux buts suprêmes du mouvement révolutionnaire », traduite dans un « ensemble synthétique de directives » connues de tous et obligatoires pour tous, est la condition — non suffisante, sans doute, mais nécessaire — de la stabilité organisationnelle et de la stricte discipline du Parti; une telle affirmation nous interdit déjà par elle-même de considérer la catégorie de l'« organisation » comme séparée de la chaîne des principes projetés dans la tactique.

Mais ce n'est pas tout. La tactique n'est pas la manière d'agir des individus, des personnes et des groupes, mais de l'organe et de l'organisme auquel est confiée la réalisation des principes de la prise révolutionnaire du pouvoir, de la dictature et de la coercition d'Etat : le Parti. Cet organe peut-il donc se structurer « au petit bonheur » en l'absence d'une loi propre, sans tomber sous l'emprise de lois différentes et opposées, c'est-à-dire des lois de la classe ennemie et de sa conservation ?

Quand nous élevons le centralisme et la discipline au rang de principes (et en disant « nous », nous voulons parler aussi bien de Marx et d'Engels en lutte contre les anti-autoritaires, que de leurs disciples, grands ou petits), est-ce donc au nom d'une idée abstraite ? Ou bien est-ce au nom des principes qui nous séparent de ceux qui ont peut-être bien le même « but final » que nous, mais le situent dans le ciel de la raison pure ou de l'esprit, voire des opinions qui tournicotent au hasard dans la cervelle de l'individu ? Notre centralisme n'est certes pas un dogme éternel, pas plus que la dictature et la terreur. Mais il n'y a ni dictature ni terreur, il n'y a pas même de prise du pouvoir révolutionnaire, sans centralisme; et il n'y a pas de centralisme sans discipline. Nous pourrions aller jusqu'à renverser la succession des catégories exposées jusqu'ici et les faire toutes reposer sur la dernière — l'organisation centralisée — pour la bonne raison que nous ne nous battons pas pour faire adopter notre théorie dans les... universités, ou notre programme dans les... maisons de la culture, mais pour gagner avec eux une bataille historique et matérielle entre les classes. Nous pourrions donc renverser cette succession mais à une seule condition : reconnaître que le centralisme et la discipline, ou bien servent au triomphe de ces principes, ou bien sont des formes vides prêtes à se remplir de n'importe quel contenu et, comme dans le stalinisme, du pire et du plus anticommuniste des contenus. Nous formulons donc le théorème suivant : il n'y a d'organisation qu'en fonction des principes; il n'y a pas de principe qui, pour se réaliser, ne crée sa propre organisation, véhicule de la tactique qui se relie à ce principe, du programme qui s'incarne en eux, de la théorie (et donc du but final) qui règle et domine tout l'ensemble.

Faisant reposer sa polémique anti-individualiste et anti-autoritaire sur des bases rigoureusement matérielles, Engels rappelait que la structure productive que la bourgeoisie a eu la tâche historique d'introduire repose elle-même sur un réseau centralisé d'unités reliées par des liens non seulement indissociables, mais convergent en un point unique : exemple typique, les chemins de fer, véritable système nerveux de l'économie et de la société. Le sens de cette comparaison est que, dialectiquement, l'assaut révolutionnaire se présente comme la convergence de mille voies et de mille trains menant au « terminus », pourrait-on dire, du pouvoir d'Etat

central. Le Parti n'est pas autre chose que l'organe qui permet la jonction rapide, régulière, consciente — avec le moins de... déraillements possible — des troupes d'assaut de la classe au point d'arrivée obligatoire de la révolution. Pourrait-il remplir cette fonction matérielle s'il était lui-même un ensemble bariolé et hétéroclite de patrouilles opérant non seulement en ordre dispersé (ce qui peut être un aspect inévitable et normal de la lutte dans une phase donnée), mais sans l'ordre le plus rigoureux, le plus sévère, le plus exemplaire ?

Nous ne sommes pas pour n'importe quelle discipline; nous sommes contre un centralisme assujéti à des principes qui ne seraient pas les nôtres — pour nous, cela signifie des principes contraires aux nôtres. Mais nous avons été, nous sommes et nous serons pour cette centralisation de la structure organisationnelle qui est au service de nos principes, car elle n'est que l'autre face de la nature globale de notre doctrine. Si les mots ont un sens, c'est cela que nous voulons dire lorsque nous définissons le parti comme organe de combat. A ceux qui n'aiment pas le terme ni son contenu, il ne reste qu'une ressource : ne pas même s'approcher de notre étroite porte d'entrée.

Il ne suffit pas d'« embrasser une idée », comme on dit, ni inversement d'embrasser un mouvement organisé. Les deux solutions sont entachées d'idéalisme, qui mène d'ailleurs au pire, au plus grossier et au plus inconscient des « matérialismes ». On ne peut accepter la théorie, éventuellement le but final, éventuellement le programme, éventuellement (et par bribes) les principes, et tourner le dos à la tactique et à son nécessaire instrument, l'organisation — comme si ces dernières pouvaient faire l'objet d'un libre choix, ou n'étaient que des appendices occasionnels de tout le reste. Ici, comme à l'ordinaire, c'est tout ou rien : cela s'applique évidemment aux

quatre premières catégories par rapport aux deux dernières, et inversement.

Lorsque dans le premier après-guerre se posa le grave problème de tailler dans le corps des vieux partis socialistes pour encadrer au sein de la nouvelle organisation mondiale du prolétariat révolutionnaire les forces saines emprisonnées dans des organismes faits sur mesure pour remplir des fonctions non révolutionnaires, nous avons proclamé que ce devait être une véritable opération chirurgicale, précisément parce que l'organe et la fonction ne sont pas des termes séparables, mais se conditionnent mutuellement, et que tous deux conditionnent l'existence globale du Parti, son être dans la totalité de ses caractères distinctifs, sa capacité de guider la classe dans la lutte finale et dans la difficile préparation de celle-ci; et nous avons dit qu'une fois le membre malade coupé, il ne faudrait jamais plus s'imaginer (comme on le fit, hélas) pouvoir le recoudre pour l'utiliser de nouveau à nos propres fins. Dans Rassegna Comunista du 30 juin 1921, nous écrivions : « Tout organisme a sa loi fonctionnelle propre, qui n'admet pas d'être violée. Une thèse semblable à celle qui démontre l'impossibilité de prendre l'appareil d'Etat bourgeois et de l'utiliser aux fins de la classe prolétarienne et de la construction socialiste prouve, avec de multiples confirmations dans la réalité, que la structure des partis social-démocrates d'avant-guerre ne peut se transformer en structure du parti révolutionnaire de classe, organe de la conquête de la dictature. »

On ne pouvait dire plus clairement que la révolution a besoin — bien avant de devenir une réalité — d'un organe spécifique, répondant à des fonctions spécifiques, agissant conformément à des principes spécifiques. S'il n'en était pas ainsi, nous jetterions par-dessus bord — nous justement ! — le Parti.

(A suivre.)

EXPLOITATION TRANSIDÉOLOGIQUE

(Suite de la page 1)

Cet espoir est d'ailleurs vain : même si l'ouverture à l'Est réussit à retarder la crise de l'Occident — ce qui n'est pas démontré — elle aura inéluctablement pour conséquence de créer un nouveau concurrent et de faire déboucher sérieusement le capitalisme russe sur le marché mondial. C'est le même Pisar qui l'explique :

« Les Russes savent ou devraient savoir que l'intégration au marché mondial, les projets communs, ce que j'appelle les compagnies « transidéologiques » (sociétés mixtes à participation communiste et capitaliste égale), tout cela est un chemin sans retour. Car si l'on veut être compétitif sur le marché mondial, il faut créer de nouveaux systèmes de gestion, se préoccuper de choses comme la couleur, le dessin, l'emballage, le marketing. Parce que pour acheter il faut vendre. Et l'on ne peut vendre seulement de la vodka, du caviar et du crabe, il faut vendre des choses importantes, donc s'adapter. »

Quant au rôle attribué dans ces mirifiques sociétés « transidéologiques » aux pays « socialistes », notre avocat d'affaires l'explique avec un réjouissant cynisme : ils serviront de réservoir de main-d'œuvre disciplinée et à bon marché pour le plus grand profit du capital occidental :

« [Les sociétés transidéologiques] allient d'un côté le dynamisme, l'énergie de l'entreprise privée, de l'autre une main-d'œuvre qualifiée, bon marché et disciplinée. Qui pourrait faire concurrence, par exemple, à une société unissant le capitalisme allemand, avec son efficacité, sa technologie et ses ressources financières, et un partenaire hongrois avec sa force de travail qualifiée, des ressources naturelles à bon marché et une main-d'œuvre qui ne se met jamais en grève ? »

On comprend que la bourgeoisie occidentale se frotte les mains et ricane : pouvait-elle imaginer plus beau cadeau que cette double victoire commerciale et politique : l'ouverture de nouveaux marchés, et, simultanément, la démonstration de la supériorité du capitalisme occidental sur ce que tous les bourgeois et tous leurs complices opportunistes s'acharnent à faire passer pour du « socialisme », voire du « communisme » ? Voyez donc, peut-elle lancer avec cynisme à la classe ouvrière : le communisme russe en qui vous aviez mis tant d'espoirs utopiques ne peut nourrir son peuple que grâce au bon vouloir du capitalisme américain ! Résignez-vous donc à la société bourgeoise, la meilleure des sociétés possibles !

Pour nous, qui avons été les seuls à dénoncer au nom du marxisme invariant et dès leur formulation les criminelles théories stalinienne et khrouchtchevienne, à montrer le caractère capitaliste de la formation sociale russe, et à dénoncer le reniement complet du marxisme qui caractérise les partis qui osent encore se proclamer « communistes », tous ces faits qui éclatent aux yeux des plus aveugles confirment au contraire le marxisme et facilitent la lutte pour le communisme, car ils contribuent à démolir le monstrueux édifice politique qui a permis à l'opportunisme stalinien d'obscurcir et de détruire la perspective communiste.

Pas de victoire pacifique sur l'impérialisme, mais destruction des Etats bourgeois ! Pas de socialisme dans un seul pays, mais reconstitution du Parti communiste international qui subordonnera les intérêts du prolétariat de chaque pays à ses intérêts internationaux ! Pas de voies pacifiques, démocratiques et nationales, mais centralisation de la force du prolétariat sous la direction de son Parti pour la prise violente du pouvoir et l'instauration de sa dictature !

(Suite de la page 1)

politique ouvrière libérale anglaise, du millerandisme et du bernsteinisme. » (in *L'opportunisme et la faillite de la 2e Internationale*, publié en janvier 1916. C'est Lénine qui souligne.)

Et dire que M. Marchais découvre les beautés d'une politique ouvrière libérale !

Quatre ans plus tard, la Social-démocratie est allée jusqu'au bout de son rôle de valet de la bourgeoisie en dirigeant en personne l'écrasement sanglant des insurrections prolétariennes en Europe centrale. Dans la préface de 1920 à *L'Impérialisme*, Lénine insiste sur la base sociale de la politique social-démocrate (c'est lui qui souligne) :

« Grâce à ce gigantesque surprofit, on peut corrompre les chefs ouvriers et cette couche supérieure que constitue l'aristocratie ouvrière. Aussi les capitalistes des pays « avancés » la corrompent-ils par mille moyens directs ou indirects, ouverts ou masqués. Cette couche d'ouvriers embourgeoisés ou « d'aristocratie ouvrière » entièrement petits-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde, est le principal soutien de la 2e Internationale, et de nos jours le principal soutien social (non militaire) de la bourgeoisie. Car ce sont de véritables agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier, des commis ouvriers de la classe des capitalistes (labour lieutenants of the capitalist class), de véritables propagateurs du réformisme et du chauvinisme. Dans la guerre civile entre le prolétariat et la bourgeoisie, ils se rangent inévitablement, en nombre appréciable, du côté de la bourgeoisie, du côté des « versaillais » contre les « communards ». Sans avoir compris les racines économiques de ce phénomène, sans en avoir apprécié la portée politique et sociale, il est impossible de faire un pas dans l'accomplissement des tâches pratiques du mouvement communiste et de la révolution sociale qui vient. »

Il faut voir en effet que le mouvement politique qui représente et organise cette tendance, n'est pas simplement un libéralisme bourgeois ou petit-bourgeois, mais un agent de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier. Il s'incarne dans des « partis ouvriers bourgeois », comme disait Lénine, des partis composés d'ouvriers, encadrant les ouvriers et se prétendant « ouvriers », mais qui mènent en fait une politique bourgeoise.

A BAS LE PARTI OUVRIER LIBÉRAL !

Des partis qui, libéraux bourgeois en fait, prétendent défendre les intérêts de classe du prolétariat ; qui prétendent que leur politique libérale est « l'actualisation » de la lutte... révolutionnaire ; qui présentent leur libéralisme comme l'aboutissement nécessaire du marxisme, de la doctrine de classe du prolétariat révolutionnaire !

Dans l'article mentionné, Lénine cite un social-démocrate qui s'en explique : « Avec une franchise digne d'éloges, il exprime le point de vue des opportunistes avisés de tous les pays du monde. Il estime qu'il serait très dangereux pour la bourgeoisie que la social-démocratie aille encore plus à droite : « Elle doit conserver son caractère de parti ouvrier avec ses idéaux socialistes, car le jour où elle l'aura perdu, surgira un nouveau parti qui reprendra le programme abandonné par l'ancien, le vieux parti, et il lui donnera une forme encore plus radicale. » Il a touché juste. » Celui-là est cynique, ajoute Lénine, mais il y a aussi les opportunistes « sincères et honnêtes », les plus dangereux selon Engels ! Ceux-ci forment la masse des partis centristes se substituant, ou prêts à se substituer à un parti trop ouvertement passé à la bourgeoisie, tels aujourd'hui les divers trotskistes et maoïstes.

Cynique ou « honnête », l'opportunisme s'efforce donc de justifier sa pratique libérale par la doctrine révolutionnaire pour masquer sa collaboration avec la bourgeoisie, entraîner les masses dans cette collaboration et empêcher la reconstitution du mouvement autonome de classe du prolétariat. Transformer la doctrine marxiste en vulgaire libéralisme, voilà le travail des « théoriciens » du P.L.F. Rien de nouveau quant au fond :

« Kautsky a altéré de la façon la plus inouïe l'idée de dictature du prolétariat, en faisant de Marx un vulgaire libéral, c'est-à-dire qu'il est tombé lui-même jusqu'au niveau du libéral qui, déblatérant des platitudes sur la « démocratie pure », masque et estompe le contenu de classe de la démocratie bourgeoise, redoute plus que tout la violence révolutionnaire de la part de la classe opprimée. En « interprétant » l'idée de « dictature révolutionnaire du prolétariat » de façon à en éliminer la violence révolutionnaire de la

classe opprimée sur les oppresseurs, Kautsky a battu le record mondial de la déformation libérale de Marx. » Voilà ce qu'écrivait Lénine dans *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*. Mais on n'arrête pas le Progrès et les records de Kautsky pâlissent devant ceux de nos modernes marxo-libéraux.

Il faut dire qu'ils jouissent d'une situation plus favorable. Le triomphe militaire, politique, économique, social et idéologique de la contre-révolution leur a laissé le champ libre en réduisant le mouvement communiste à un petit noyau sans force physique appréciable. Et la période d'expansion formidable du capitalisme mondial qui a suivi la deuxième guerre impérialiste a permis de nouveau à la bourgeoisie des grandes puissances d'accorder des miettes à son prolétariat et, surtout, à l'aristocratie ouvrière.

Or « il est indubitable que là où la production industrielle fleurit, toute la gamme des mesures réformistes d'assistance et de prévoyance pour les ouvriers actifs crée pour le salarié un nouveau type de réserve économique qui représente une petite garantie patrimoniale à perdre, analogue dans un certain sens à celle de l'artisan et du petit

paysan ; le salarié a donc quelque chose à risquer et cela le rend (comme Marx, Engels, Lénine l'avaient déjà vu pour les soi-disant aristocraties ouvrières) hésitant et même opportuniste au moment de la lutte syndicale et, pire, au moment de la grève et de la révolte », écrivions-nous en 1951 dans *Parti révolutionnaire et action économique*. Mais cette expansion conduit nécessairement à une accentuation des antagonismes sociaux et produit ainsi elle-même une des conditions de la reprise de la lutte des classes. L'aggravation des conditions de vie et de travail pousse et poussera à la lutte les catégories les plus misérables du prolétariat ; et même les catégories privilégiées des métropoles impérialistes verront leurs avantages remis en question, ainsi que leur emprise politique sur les larges couches exploitées. « Avec la ruine de la suprématie industrielle, la classe ouvrière d'Angleterre va perdre sa condition privilégiée. Dans son ensemble — y compris donc sa minorité privilégiée et dirigeante — elle se verra alignée au niveau des ouvriers de l'étranger. Et c'est pourquoi le socialisme renaîtra en Angleterre » conclut Engels.

Il ne renaît certes pas comme conséquence « mécanique » et automatique de la misère. En

gels savait très bien, et l'expérience du premier après-guerre l'a cruellement démontré, que l'influence politique de l'opportunisme ne disparaît pas du jour au lendemain sous les coups de la crise économique et sociale. Si celle-ci est nécessaire pour libérer le prolétariat du libéralisme, elle n'est de loin pas suffisante. La renaissance d'un puissant mouvement communiste exige que le Parti de classe mène une lutte politique permanente contre l'opportunisme sous toutes ses formes. Une lutte qui est certes liée aux luttes des prolétaires, surtout des catégories les plus défavorisées, pour la défense de leurs intérêts immédiats de classe, mais la dépasse, la devance et lui montre la voie historique de son émancipation, voie diamétralement opposée à tous les libéralismes.

Une lutte qui dénonce les mystifications de l'intérêt national, et oppose les intérêts des prolétaires à ceux du capital. Qui affirme la nécessité de la révolution violente et de la destruction de l'Etat bourgeois. Qui montre, contre tous les démocratismes, que seule la dictature du prolétariat dirigé par son Parti peut briser les lois de l'économie fondée sur la propriété privée, le marché et le salariat, et réaliser le passage au socialisme.

A bas les partis nationaux-libéraux !

Vive le Parti Communiste Mondial !

“ ACTIONS ARMÉES ET CONSCIENCE DE CLASSE ”

(Le début de cet article a paru dans les nos 149 et 150 du « Prolétaire ».)

Pour une critique marxiste du tiers-mondisme

La stupide théorie mandélienne des élites polyvalentes est une des conséquences de la dégénérescence théorique et pratique du Secrétariat Unifié, même par rapport au Programme de Transition (que nous repoussons tout autant). Etant donné son caractère ouvertement anti-historique et son inconsistance doctrinale, L.O. voudrait la critiquer. Or ce n'est pas démolir cette théorie, mais au contraire lui donner un certain crédit, que de lui opposer une critique du « rôle des chefs », et avant toute une construction idéologique dans laquelle en définitive la violence est soumise à... l'assentiment plus ou moins explicite des masses au lieu d'être revendiquée et exercée là où elle est possible et imposée par le développement du mouvement réel de la classe (et même parfois, par son recul) et par les exigences de la survie du parti révolutionnaire, comme dans le marxisme authentique.

Selon cette conception, le pouvoir révolutionnaire n'est pas défini par le programme communiste défendu et appliqué par le parti qui l'exerce, mais par la présence d'organes qui, en l'absence du parti ou hors de sa direction, ne peuvent avoir qu'un rôle grossièrement démagogique et trompeur, analogue à celui des institutions parlementaires ou corporatives traditionnelles de l'aire impérialiste (voir les « conseils » allemands des années 20 intégrés constitutionnellement à la république de Weimar) et que le marxisme ne considère comme révolutionnaires qu'autant qu'ils se subordonnent au parti de classe.

De même, on doit méditer ces paroles de Lénine, toujours dans *La guerre de partisans* :

PRESSE INTERNATIONALE

Au sommaire du n° 10 (17 mai 1973) de :

IL PROGRAMMA COMUNISTA

- Tactique communiste et anti-fascisme.
- Invitations diverses à « l'auto-discipline ouvrière ».
- Dégénérescence ou contre-révolution ?
- Yougoslavie : alignement d'un « non-aligné ».
- Tactique et organisation sont inséparables des principes (suite).
- Préoccupations démocratiques.
- Vie du Parti.

Abonnement annuel *Il programma Comunista - Sindacato Rosso* : 20 F. Commandes au « Prolétaire ».

« Ce qui désorganise le mouvement, ce ne sont pas les actions de partisans, mais la faiblesse d'un parti incapable d'en assumer la direction. (...) Ce qui démoralise, ce n'est pas la guerre de partisans, mais le caractère inorganisé, désordonné, « sans-parti » des actes de partisans ; (...) A une époque de guerre civile, l'idéal du parti du prolétariat est un parti combattant. C'est absolument incontestable. (...) Nous admettons parfaitement qu'on critique diverses formes de guerre civile du point de vue de leur opportunité militaire (...) Mais, au nom des principes du marxisme, nous exigeons catégoriquement qu'on n'esquive pas l'analyse des conditions de la guerre civile au moyen de clichés et de phrases rebattues sur l'anarchisme, le blanquisme, le terrorisme... » (Euvres, t. 11, pp. 222-223.)

Une nouvelle Internationale authentique saurait comment diriger les insurrections paysannes ; dans les pays capitalistes et impérialistes, elle saurait aussi organiser les ouvriers révolutionnaires sur le plan militaire, prévenir et repousser les attaques des corps armés réguliers ou irréguliers au service de l'Etat bourgeois, préparer la transformation en insurrection victorieuse d'une lutte mobilisant de grandes masses, pas nécessairement prolétariennes à 100 %, et ne comprenant pas non plus 100 % du prolétariat lui-même, d'ailleurs.

L'emploi de la violence doit être subordonné à la stratégie. Mais cette stratégie n'est pas dictée par la conscience ou la volonté des masses. Le parti doit guider les masses, non se laisser traîner à leur remorque comme le voudraient les stutistes de tous les temps. Ajoutons qu'incontestablement, les grandes opérations sont impossibles sans la participation d'un nombre important de prolétaires et même des masses en général, mais précisons aussitôt avec Lénine, qu'elles peuvent par contre fort bien être dirigées par un parti relativement restreint.

Nous n'avons pas été et ne serons jamais partisans de la fausse « théorie de l'offensive », ni engagés par principe à soutenir des actions armées généreuses mais de peu d'utilité (comme l'offensive de Max Hoelz en 1921 en Allemagne). Nous savons très bien que la guerre de partisans paysanne aura encore un grand poids dans les pays arriérés et que, si elle peut être un facteur favorable pour l'insurrec-

tion, elle sera ensuite un obstacle, comme elle l'a été en Russie, à la formation d'une force militaire prolétarienne efficace, centralisée et dotée de toutes les ressources techniques modernes. Quant au terrorisme individuel, il peut être très utile dans une phase de lutte ouverte, comme le soulignait Trotsky ; mais comme « détonateur » dans les périodes de paix sociale relative, c'est une lubie que les anarchistes eux-mêmes abandonnent après l'avoir longtemps nourrie. Ces idées ont été maintes et maintes fois répétées et rebattues par Lénine et Trotsky, à la suite de Marx et d'Engels, et sur la base de leur expérience révolutionnaire directe : elles devraient être l'ABC du marxisme.

Le problème central est, comme toujours, celui du Parti, de son programme, de sa stratégie, de sa tactique, et de son organisation. Se référer à Lénine en ce qui concerne la formation du Parti, et d'un autre côté invoquer à chaque pas la compréhension des masses comme garantie contre les usurpations des chefs ou de l'appareil, est une contradiction dans laquelle sont tombés, nous le répétons, non seulement L.O., mais Trotsky lui-même, et qui montre à quel point la contre-révolution a brouillé les cartes et dénaturé l'enseignement de Lénine, à commencer chez un révolutionnaire de la taille de Trotsky, a fortiori chez des gens qui s'imaginent aujourd'hui — les pauvres ! — marcher sur leurs traces mais qui oublient que ce même Lénine, constamment accusé de blanquisme, affirmait qu'à partir du moment où il exerçait sur les masses russes radicalisées par la guerre, la famine, la visible incurie du gouvernement Kerensky, une influence décisive, le Parti bolchévique pouvait parfaitement prendre le pouvoir, AVEC ou SANS les soviets !...

ERRATUM

Dans l'article « Actions armées et conscience de classe », du *Prolétaire* n° 150, à la page 2, 2^e colonne, 2^e paragraphe, ligne 20, il fallait évidemment lire « éviction de la classe bourgeoise » et non « éviction de la classe ouvrière ».

directeur - gérant

F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e
distribué par les N.M.P.P.

MALGRÉ LA DÉMOCRATIE

Ceux qui s'imaginent le Japon comme une oasis de paix sociale et d'harmonie entre les classes en sont pour leurs frais. Les grèves qui ont éclaté à la fin avril ont quelque chose d'inquietant pour les bourgeois :

« Le Japon, écrit *La Stampa* du 28-4-73, est pratiquement paralysé par la grève la plus généralisée qui ait été déclenchée dans les dernières années, et a le sentiment que des changements sont en train de mûrir dans sa vie sociale.

« Sont arrêtés pour 72 heures les transports, les postes, les banques et de nombreux bureaux. (...) Des dizaines de gares et de locomotives ont été endommagées et parfois détruites par la fureur des cheminots. La télévision et les journaux diffusent des images inquiétantes de ce qui arrive dans tout le pays. »

Et ce qui « arrive » est également significatif et, pour les bourgeois, inquietant : « Ils ne demandent plus seulement les augmentations de salaires rendues nécessaires par l'augmentation épouvantable du coût de la vie ; ils exigent la reconnaissance des droits syndicaux à l'occidentale, et la garantie que n'existeront plus les punitions et les mesures de rétorsion qui dans le passé étaient subies comme inévitables. »

C'est trop triste ! Ceux que nos phillistins donnent en exemple de résignation et d'amour de la patrie, voici qu'ils se révèlent être des rebelles pleins de « fureur » et même des incendiaires !

Le premier ministre italien Andreotti, qui était au Japon à ce moment-là, et espérait rapporter chez lui un exemple d'harmonie entre les classes, s'est philosophiquement consolé comme il a pu : « C'est la démonstration que tous les pays industriels se trouvent en face des mêmes problèmes ». Pas du tout, cher Monsieur ! C'est le prix du capitalisme ! La démocratie sert non à attiser la lutte de classe mais à l'éteindre, à tel point que, par exemple, ici, malgré « l'identité des problèmes », les grèves ne durent pas plus de 24 heures — nous ne dirons même pas 72 heures, mais 24 heures — qu'elles ne soient pas « généralisées » et que nous ne voyons même pas l'incendie d'un bout de papier, sans aller jusqu'à des gares ou des wagons. Les salariés japonais, pourrait-on dire tout au contraire d'Andreotti, se sont battus en rangs serrés malgré la démocratie : et c'est là, n'en déplaise aux chefs de gouvernement de tous les Etats bourgeois, qu'est leur magnifique leçon.